

Cahiers de

l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Juin 1966 — Nouvelle série - N° 124 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

CHANGER D'ATTITUDE

Nous sommes dans une période de vastes concentrations industrielles. Plus exactement de concentration économique généralisée. Cela avait commencé, avec un certain degré d'intensité, dès la reprise économique qui se fit jour après la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le secteur agricole en fut le premier touché.

Le grand nombre de petites exploitations paysannes alors existant impliquait la prédominance numérique de la petite propriété, et des petits propriétaires. Mais l'amélioration des techniques de production entraînait l'achat de machines qui coûtaient fort cher. Mal conseillés et mal inspirés, un très grand nombre de cultivateurs ne possédant que quelques hectares de terre s'endettaient pour acheter des tracteurs et autres auxiliaires mécaniques qui ne pouvaient amortir les dépenses engagées, car pour qu'en culture ordinaire l'amortissement fût possible, il fallait travailler au moins cinquante hectares de terre moyenne à condition qu'ils ne fussent pas divisés en parcelles nombreuses et trop éparpillées.

Ceux qui s'occupaient de ces questions opinèrent alors que, l'exemple d'autres nations le prouvant, la réduction du nombre des exploitations agricoles s'imposait, ce qui donna lieu à des protestations indignées des organisations agricoles, des associations de famille attachées à la terre, etc.

Les « petits » protestaient contre les grands propriétaires accapareurs du sol. Mais les années sont passées. Inévitablement, étant donné les conditions économiques de la société capitaliste, et sans doute de toute société bien organisée, l'émigration des campagnes vers les villes s'est produite, et continue. Le nombre d'exploitations et de cultivateurs diminue, et continuera de diminuer. Car, pour être rentable, pour ne pas peser trop lourdement sur l'ensemble du corps social, l'agriculture doit s'organiser sur une échelle de plus en plus vaste. Ce qui se pose, c'est de savoir si cette échelle doit être socialiste ou capitaliste, mais tel n'est pas aujourd'hui notre but.

Le cas de l'industrie est en grande partie comparable. Les déclamations traditionnelles contre les grandes entreprises, le « grand capital », les « trusts », (même quand il n'y en a pas), les « holdings » (mot avec lequel on baptise trop facilement de nombreuses sociétés) et les combinats portent toujours sur l'ensemble des travailleurs, ou de la population conditionnée par le vocabulaire classique du socialisme, du

communisme, du syndicalisme et... de l'anarchisme.

Aussi, les concentrations auxquelles nous assistons actuellement donnent-elles lieu à d'énergiques protestations, dénonciations, mises en garde, etc.

Pour nous, qui ne raisonnons pas avec un esprit de parti, qui observons les faits économiques en eux-mêmes, nous disons qu'il est absurde de voir, dans la politique gouvernementale poussant à certaines concentrations, le but délibéré de favoriser le grand capital parce que le pouvoir d'Etat actuel en est l'instrument. Il y a déjà longtemps, bien avant le retour de de Gaulle, nous signalions l'incohérence d'une organisation économique handicapée par une poussière de petites entreprises industrielles, qui exploitaient les ouvriers autant, sinon plus que le grand capital, et étaient antiéconomiques au possible (1).

Aujourd'hui, l'organisation européenne en marche, si lente soit-elle, pose des problèmes que ne peuvent négliger ceux qui examinent les faits avant d'en parler. La suppression envisagée des barrières douanières va intensifier la concurrence internationale, et il est exact que les nations les mieux organisées quant à la production surtout industrielle, auront le plus de chance de conquérir les marchés.

Si par exemple nous comparons les rendements et le coût de l'entreprise métallurgique moyenne allemande, ou des nations du Nord de l'Europe, avec les rendements et le coût de l'entreprise moyenne française, la première est plus avantagée. La récente réunion de l'entreprise Renault et de Peugeot s'explique si l'on ne veut pas, demain, être déplacé par la Wolskswagen ou par la Fiat. C'est un fait d'évidence.

Aujourd'hui encore, les mineurs lorrains réclament des entreprises sidérurgiques de leur région une organisation métallurgique complémentaire qui étendrait ses activités en multipliant ateliers et usines, et permettrait aux industriels de la région de mieux résister à la concurrence des industriels de la Rhur. Notons que cela diminuerait le travail des ouvriers métallurgistes (fondeurs, mécaniciens, etc.) d'autres régions de France, mais les ouvriers lorrains n'en ont cure. Notons aussi que ce qu'ils deman-

dent, exigent même, n'est autre chose que la création d'un trust, d'un holding, ou autre établissement du même genre, et qu'il y a là une grave conséquence. Mais comment s'en étonner ? Cela, comme les manifestations stériles des travailleurs d'autres régions, d'autres industries, est la conséquence logique du manque absolu d'idées et de volonté constructives non seulement des salariés, mais aussi de leurs syndicats.

De moins en moins, la prise en main de l'économie, même partielle, est présente à l'esprit des uns et des autres : du syndicalisme réformiste parce que rétif à la socialisation et aux postulats de la Charte d'Amiens ; de la C.G.T. parce que les communistes qui s'en sont emparés et n'acceptent pas que la socialisation, même partielle, soit réalisée en dehors de l'Etat dont ils seraient obligatoirement les dirigeants.

On reste donc volontairement dans le cadre du capitalisme. Mais alors, il faut en accepter les lois et les servitudes, dont les concentrations contre lesquelles on crie tout en demandant leur organisation. Si, parce que certaines industries, certaines entreprises ne peuvent faire face à la concurrence étrangère, la mévente s'installe demain, et avec elle le chômage, nous verrons de nouveau des manifestations, des « marches sur Paris », et s'exprimer des exigences d'intervention de l'Etat, exigences que nous payons toujours, nous, les contribuables. Au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, les paysans exigèrent une politique de protectionnisme, de nationalisme économique, derrière laquelle dominait aussi le nationalisme politique. Il n'est pas dit que nous ne verrons pas demain, conséquence de toutes ces contradictions, les ouvriers industriels, ou une partie d'entre eux, exiger le maintien, sinon l'instauration de nouveaux droits de douane antiétrangers !

Cette hypothèse n'est pas absurde, bien que pénible et éœurante. Et nous voudrions que la classe ouvrière cherche par elle-même des solutions plus courageuses et plus responsables. Les coopératives de production suédoises ont montré, et montrent le chemin de l'organisation autonome de la production. Pourquoi ne pas le prendre ? Le double jeu qui consiste à dénoncer le capitalisme et à refuser de se substituer à lui, tout en en tirant ce qu'on peut n'a ni grandeur, ni dignité.

On comprend que les salariés du siècle dernier ne pouvaient pas trouver les moyens nécessaires à ces entreprises. Il n'en est plus de même maintenant. L'heure est venue, depuis longtemps du reste, de changer d'attitude.

(1) Certes la solution idéale est la concentration fédéraliste et libertaire, mais ce n'est pas ce problème que nous analysons maintenant.

HELMUTH RUDIGER

Gaston LEVAL

La nouvelle, en soi, n'était pas absolument surprenante. J'avais bien vu que sa santé laissait plus qu'à désirer. Lors de sa dernière visite, pendant son séjour à Paris, où il était venu pour apporter une aide matérielle au mouvement libertaire espagnol, nous avions, ma compagne et moi, eu l'impression qu'une grave maladie le rongerait. Et, bien qu'il se soignait, les symptômes et les manifestations qu'il nous décrivait faisaient craindre ce qui est arrivé.

Arrivé dramatiquement. Car c'est dans une chambre d'hôtel de Madrid, ville où il était allé pour organiser des éléments de combat nécessaires à la résurrection du mouvement libertaire dans la période d'après franquisme que nous espérons prochaine, qu'il est mort, isolé et que son cadavre a été découvert trois jours après qu'il eut cessé de vivre. Pauvre Rüdiger ! qui disait à un de nos amis, avant de repartir pour Stockholm où il résidait et militait, qu'il ne voudrait pas mourir dans un autre pays que l'Espagne. Hélas, il a été exaucé.

Car il était de ces hommes avec lesquels le militant international éprouve la fraternité née de l'identité du combat qu'ils mènent ou ont mené. Jeune militant anarchiste quand Hitler triompha en Allemagne, il émigra de son pays et arriva en Espagne où il prit une participation active au mouvement puissant et torrentueux de la C.N.T. et de la F.A.I. Pendant la Révolution il donna tout ce que ses forces lui permettaient de donner, avec l'intelligence et l'esprit lucide qui lui étaient propres.

Sans rien perdre de son esprit critique, il admira les réalisations des collectivités agraires et des usines socialisées, il connut l'exaltation que causait la viabilité de nos idées. Et malgré le drame de la défaite, et peut-être même en partie à cause de ce drame, il resta à jamais attaché à l'Espagne, à ce pays qui avait écrit une épopée, et su se battre

héroïquement contre la conquête franquiste, alors qu'en Allemagne les forces antihitlériennes n'avaient pas su engager le combat.

Après la déroute, il alla résider en Suède, et par sa valeur intellectuelle, son dévouement, son sens de l'organisation, son expérience, devint bientôt la figure de proue du mouvement libertaire suédois. Il dirigea *Arbetaren*, le seul quotidien libertaire qui existait au monde, et continua de diriger ce journal quand il fallut se résoudre à le transformer en hebdomadaire. Mais par la haute tenue intellectuelle qu'il lui donna, il en fit un porte-parole très écouté dans les milieux intellectuels libres du pays.

Il était, de plus, un des piliers de la S.A.C., organisation syndicale libertaire qui, justement, me disait-il lors de sa dernière visite, était en train de gagner d'assez nombreux adhérents.

Cela ne l'empêchait pas de se préoccuper continuellement de l'aide à apporter au mouvement espagnol. Grâce à lui, l'organisation suédoise a fourni aux activités constructives et clandestines d'Espagne une aide substantielle, et nous étions convenus d'efforts convergents. Je devais écrire certaines études qu'il intégrerait dans les projets éditoriaux qu'il envisageait. Le 2 juin il m'écrivait encore : « Merci pour ton original, je t'écrirai quelques lignes plus tard ». Mais il ne m'a pas écrit, il ne m'écrivira plus. Ma compagne et moi, et tous ceux qui parmi nous l'ont connu, conservons le souvenir de sa simplicité souriante, de sa gentillesse, de la mesure avec laquelle il examinait les choses, de son sens pratique et de sa volonté toujours égale dans la lutte pour un meilleur avenir humain.

Il n'avait qu'une soixantaine d'années.

Nous avons perdu une valeur internationale comme il y en a peu.

CHEMIN DE DÉCADENCE

Dans *Le Figaro* du 16 juin, le talentueux reporter et journaliste James de Coquet publiait un article intitulé *Un assassin de moins de vingt ans*, où il examinait le cas d'un jeune homme auteur d'un de ces crimes crapuleux qui posent bien des questions aux hommes toujours mobilisés par les grands problèmes de notre espèce. Indépendamment du cas concret dont il apportait les données, l'auteur étendait l'analyse au fait du crime en soi. Et il montrait ce que nous savons déjà, et dément les explications sentimentales traditionnelles, surtout dans les milieux auxquels nous appartenons : « Au cours de ces dernières sessions, j'ai vu comparaitre aux assises, pour des crimes crapuleux, le fils d'un haut ingénieur, celui d'un colonel, et le petit-fils d'un sénateur. Dans le domaine de la délinquance juvénile, les beaux quartiers font désormais concurrence aux bidonvilles. »

Parmi les nôtres, on en conclura, trop facilement, que « les classes dites supérieures sont pourries ». C'est trop facile. Ceux qui ont connu la prison dans cette partie de notre siècle et qui, même condamnés militaires ou politiques, ont côtoyé des condamnés de droit commun, savent qu'un très grand nombre de délinquants n'ont pas été poussés à commettre des actes antisociaux par la misère et par la faim (ainsi que,

en ce qui me concerne j'ai pu constater dans un pays pauvre, comme l'Espagne, et comme il arrivait certainement en France, au dix-neuvième siècle et au début de celui-ci). La vérité est que la plupart de ces délinquants — escrocs, souteneurs, voleurs sans scrupules et autres — pouvaient, comme nous, gagner leur vie en exerçant un métier, et ne pas être plus malheureux que l'ouvrier moyen, ou même souvent, que l'ouvrier qualifié.

Mais la vérité était aussi qu'ils ne voulaient pas être des ouvriers, travailler comme l'homme quelconque, et vivre matériellement comme ceux qui acceptent d'être des producteurs ordinaires. C'est aussi que leurs besoins avaient augmenté et augmentent de plus en plus. Cette tendance de la nature humaine est sollicitée et stimulée par le système capitaliste qui fomenté systématiquement le désir de consommer chaque jour davantage, de dépenser en vêtements, nourriture, confort, luxe, automobile, etc, « aujourd'hui plus qu'hier et moins que demain ».

On a cru que l'augmentation infinie de la production et des moyens mis à la disposition des membres de la société provoquerait la disparition des actes antisociaux. C'est le contraire qui se produit là où n'exis-

te pas une morale rigoureuse, imposée au nom de la sociabilité, de la dignité individuelle ou même par la sclérose de certaines croyances religieuses, comme en Suède ou en Norvège.

Les Etats-Unis en sont un exemple inquiétant. Le 9 mars de cette année, le président Johnson a adressé, au Congrès de Washington, un message spécial sur le problème de la criminalité. « La lutte contre la criminalité, y disait-il, coûte aux Américains 27 milliards de dollars par an, le quart du budget national ». Si l'on se rappelle que l'aide aux nations étrangères s'élève à un peu plus de trois milliards, on comprendra l'importance stupéfiante de cette somme. Et on comprendra mieux aussi celle de cette terrible réalité en sachant que, selon le message présidentiel, il se produit aux Etats-Unis un cambriolage toutes les 28 secondes, un vol de voitures toutes les minutes, et une agression toutes les 26 minutes. On ne nous donne pas la fréquence des vols qui figurent pourtant dans les habituels rapports annuels des hautes instances policières.

Mais il y aurait beaucoup plus à dire encore sur le trafic et l'usage des stupéfiants, — opium, cocaïne, marijuana et leurs dérivés — qui empoisonnent la jeunesse, et contre lesquels aussi le gouvernement doit mener une campagne de plus en plus intense.

D'autre part, dans le même numéro du *Figaro*, Nicolas Châtelain, qui publiait dans ce journal une enquête sur l'Angleterre actuelle, révélait que les Anglais dépensent un milliard de livres par an pour le « gambling » (bookmakers, courses de chevaux, courses de chiens, machines à sous, casinos, etc.). Un milliard de livres (13,6 milliards de nouveaux francs), alors que le gouvernement anglais vient de demander de toute urgence, à différentes nations, environ 800 millions de dollars pour empêcher une brusque dévaluation de la livre, qui aurait été une catastrophe monétaire : on comprendra que ce comportement de la population anglaise, dont le sort n'est pas comparable à celui de la population espagnole, italienne ou balkanique, exerce une influence directe sur la situation financière, et qu'un comportement plus en concordance avec la vie et les nécessités sociales permettrait de renflouer la livre sterling et, en fin de comptes, de créer une situation économique saine au bénéfice de l'ensemble des habitants.

Mais il semble bien que, là aussi, la décadence de la responsabilité individuelle et collective conduit à des situations catastrophiques. L'Angleterre avait déjà dû emprunter quelque trois milliards de dollars au moment où le gouvernement travailliste s'installa au pouvoir (1). En tout donc, et en si peu de temps, c'est environ quatre milliards de dollars qu'il a fallu lui fournir. Mais qui peut assurer que la France, qui marche allégrement vers une augmentation sans cesse croissante des dépenses non rentables de la partie de sa population de plus en plus favorisée, et dont les classes sociales bourgeoises, et salariées des villes (particulièrement de la région parisienne), gaspillent aussi des sommes astronomiques au jeu et autres passe-temps, ne prend pas le même chemin ? Qui peut l'assurer pour d'autres pays riches ?

Pourquoi cette évolution, inattendue des humanistes, des idéalistes, des moralistes de toute sorte ? Voilà ce qu'il faudrait se demander. Pourquoi les « beatniks » après les blousons noirs ? Pourquoi ce refus de la civilisation, ou ces débordements dont les Etats-Unis sont un terrible exemple ? Il y

a là des problèmes que le sociologue, que les sociologues devraient sonder avec le courage nécessaire, même si les conclusions doivent contredire certaines espérances ou certaines certitudes non fondées sur l'expérience.

Un professeur de sociologie de New-York annonçait récemment que dans un court laps de temps, les hommes n'auraient plus à travailler qu'une infime partie de leur vie, ou presque pas du tout. « Nous sommes à la veille de l'âge d'or ». On reste confondu devant tant d'ignorance de la condition humaine, qui caractérisait la mystique économique de l'école abondanciste. Aujourd'hui même, aux États-Unis, il se fait une consommation fantastique de « pilules du bonheur », ordonnées même par les médecins et les psychiatres pour combattre l'angoisse, la tension et l'excitation, les « troubles psychologiques ». Et la liste serait trop longue des autres pilules, des stupéfiants multiples consommés par une population qui, selon la manière traditionnelle de juger des conditions du bonheur, a tout pour être heureuse, mais qui, plus qu'aucune autre, par le faux chemin pris par une civilisation, ne se sent pas sainement heureuse.

Certaine sottise dira qu'il s'agit des Américains du Nord, qui prouvent par là leur infériorité en ce qui concerne les valeurs humaines. D'abord n'oublions pas que les Américains du Nord sont les descendants directs d'Européens émigrés de l'autre côté de l'Atlantique ; ensuite rappelons-nous que si les manifestations de comportements anormaux sont différentes (cas du jeu dans l'ensemble de la population anglaise), elles n'en montrent pas moins que quelque chose se détraque dans les peuples quand on arrive à certaines situations...

Quitte à nous faire accuser de moralisme, et devons-nous provoquer la raillerie (il est facile d'ironiser, et n'importe quel pitre de cirque peut faire rire son auditoire avec de bons mots), nous disons qu'il est indispensable de réviser notre interprétation ou nos conceptions des valeurs humaines et positives de la vie, et du comportement des individus et des collectivités. Le changement de régime social n'enlève rien à la gravité d'un déséquilibre qui met en jeu l'avenir même des populations les plus évoluées du globe.

Il faut chercher un nouvel équilibre, individuel et collectif. L'emprise croissante des organes administratifs, si elle libère l'individu de l'effort et des responsabilités utiles, crée en lui une indifférence réelle pour la chose publique, pour les devoirs de chacun envers ses semblables, pour la solidarité qui doit unir les générations. Le fait d'avoir promis et de promettre des jouissances sans frein, pousse chacun à ne rien voir au-delà ou en marge de lui-même. Généralisée, cette conduite engendre une espèce de décomposition sociale qui peut s'accroître beaucoup plus vite qu'on ne pense. De même la disparition de l'effort physique, qui implique aussi et fatalement et continuellement une responsabilité personnelle, tue en quelque sorte le critère biologique de la vie, de l'équilibre vital, et tourne le dos à la nature humaine.

Il serait bon d'analyser ces questions, et de ne pas oublier, dans nos recherches et la poursuite de nos buts sociaux, ces réalités essentielles dont l'ignorance peut réserver les pires surprises.

(1) Le milliard de livres sterling joué au « Gambling » équivaut à 2,7 milliards de dollars.

LETTRE A UN MARXISTE

Je vous remercie de l'envoi de votre livre que j'ai lu très vite, je dois l'avouer, et où j'apprécie votre volonté d'indépendance et votre effort de recherche. Mais je n'envisage pas la discussion, entre nous, pour le moment. Une des raisons est que je donne tout le temps dont je dispose — et il est assez limité — à mon activité militante, même si elle se développe particulièrement par mon apport théorique au mouvement libertaire international. Une autre est que je suis saturé et sursaturé de marxisme, de la marxismolâtrie qui nous assaille de toutes parts... et d'antimarxisme.

Il est effrayant de voir que les révolutionnaires ou les hommes de gauche, ne savent rien faire, rien dire, rien écrire, rien penser si ce n'est en se référant à Marx et au marxisme. Même si Marx n'avait pas été, en doctrine, en esprit, en action historique, le totalitariste qu'il fut, tous ses admirateurs ont érigé, érigent ainsi le marxisme en une conception totalitaire qui mène au totalitarisme. C'est une obsession qui tient de la pathologie.

Pour ma part, vieux révolutionnaire, fils de révolutionnaire, je n'ai pas eu besoin, étant militant ouvrier, de lire Marx (inaccessible à la majorité des prolétaires) pour combattre l'exploitation de l'homme par l'homme, les inégalités sociales et l'oppression qui va de pair avec l'exploitation de l'État. Même si vous retranchiez Marx et son œuvre de l'histoire du socialisme, le socialisme existerait. Il serait non marxisme, tout simplement, comme il l'est en Angleterre et en grande partie dans les pays du Nord de l'Europe. Comme il l'était en juin 1848, comme il l'était dans la Commune de Paris dans le Conseil de laquelle il n'y avait qu'un marxiste (Léo Frankel) sur 90 membres. Comme il serait en Russie où le socialisme populiste était apparu avant le mouvement marxiste, et où les socialistes révolutionnaires étaient, en 1917, plus nombreux que les bolcheviques.

J'ai donc été, et je suis un militant révolutionnaire qui s'est formé en dehors du marxisme, à l'école anarchiste de Proudhon de Bakounine, de Kropotkine et autres penseurs libertaires (espagnols, italiens, etc.) et qui a acquis un certain bagage grâce auquel il put, à son tour, apporter à la pensée révolutionnaire une contribution dont il n'a pas à rougir. Et dans le mouvement libertaire espagnol (syndical et idéologique) j'ai trouvé un vaste courant révolutionnaire qui n'a rien emprunté au marxisme, et qui ne lui doit rien.

J'ai trouvé chez ces sociologues des analyses auxquelles l'étude de Marx, y compris la lecture du *Capital*, a peut-être ajouté quelques éléments d'argumentation, mais rien d'essentiellement valable. Et j'ai, aussi, étudié les faits sociaux immédiats, l'histoire et les grands faits historiques — la genèse de l'État, si pauvre chez Engels, par exemple — les problèmes d'éthique, le développement du capitalisme moderne, etc., sans avoir besoin de recourir à Marx. J'ai même écrit sur la structuration d'une société socialiste libertaire en Espagne un livre qui n'a pas été inutile selon le témoignage de mes camarades, et là non plus je n'ai pas eu à m'inspérer de Marx qui se moquait des « recettes pour les marmites de la Société future » alors que ses disciples nous reprochaient, plus tard, de n'avoir pas de conceptions constructives...

Ces contradictions marxistes ne sont pas marxistes, donc Marx n'en est pas responsable, me direz-vous... Hélas, mon cher camarade, Marx est plein de contradictions, c'est ce qui permet l'existence d'au moins quinze courants marxistes, tous à qui mieux mieux orthodoxes. Je vous joins un article publié sur cette question dans les *Cahiers de l'Humanisme libertaire* par notre camarade Roland Martignac, et votre livre même en fournit maints exemples. Mais chez les intoxiqués du marxisme, ces contradictions deviennent « richesse de la pensée marxiste », fécondité théorique marxiste et permettent le « dépassement du marxisme » au nom du marxisme même, au nom de la méthode dialectique qui implique contradiction, et la mort de ceci ou de cela pour une rénovation ou une naissance nouvelle. Ainsi nous tombons dans une casuistique qui, dans la sphère du raisonnement, devient insaisissable, qui nous échappe toujours et donne toujours satisfaction aux intoxiqués.

C'est ainsi que vous pouvez, reproduisant des lambeaux de phrase, et que vous pouvez, lors de votre controverse avec Daniel Guérin, faire de Marx un anarchiste comme d'autres font de Bakounine un marxiste. Mais outre que réunir ce qu'écrivait Marx en 1847 (*Misère de la Philosophie*) et un quart de siècle plus tard à l'occasion de la Commune n'est pas le meilleur moyen d'analyser en profondeur, vous n'empêcherez pas que c'est Marx qui a guidé le mouvement socialiste européen vers la conquête de l'État, avec toutes les déviations réformistes, parlementaires et étatiques qui s'en sont suivies, et que pendant un demi-siècle le marxisme n'a pas eu d'autre expression et représentation publiques importantes que la sociale démocratie internationale. Vous n'empêcherez pas non plus que, quoi qu'il pu écrire Engels, par la suite (contradiction toujours) l'article premier du parti allemand de la Démocratie ouvrière fondé à Eisenach en 1869 (les 7, 8 et 9 août) stipule textuellement que ce parti tend à « la constitution d'un État populaire libre ».

Vous n'empêcherez pas que, après avoir déclaré dans le *Manifeste du parti communiste* que la première étape de la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie », ce qui impliquait la constitution d'un parti prolétarien qui deviendrait « dominant », Marx et Engels écrivaient :

« Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives ».

Suit l'énumération d'une dizaine de mesures dont « l'affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État » (art. 1) ; « Centralisation du crédit entre les mains de l'État au moyen d'une Banque nationale dont le capital appartiendra à l'État, et qui jouira d'un monopole exclusif » (art. 5) ; et « Centralisation entre les mains et l'État de tous les moyens de transport ».

Comment, avec la conquête parlementaire de l'État, à laquelle Marx poussa le socialisme par la suite, pouvez-vous donc dire que Marx était anarchiste ? Il est vrai que

DISCUSSION SUR LE MOT "ANARCHIE" L'INTERPRÉTATION BAKOUNINIENNE

G. L.

le dernier paragraphe du *Manifeste Communiste*, paragraphe que vous avez cité lors de votre participation au débat auquel je suis intervenu moi-même, nous promet excellemment :

« A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Mais que représente ce desideratum littéraire et abstrait devant les mesures concrètes, institutionnelles et générales préconisées auparavant, et qui ont marqué toute l'histoire du marxisme, et celle de Marx lui-même? Je reproduis dans la brochure que je vous adjoins d'autres fragments de Marx et Engels (dont certains cités par vous dans votre dissertation) et je me bats pour que l'on sache que Marx et Engels (et Lénine après eux!) s'affirmaient parfois, théoriquement, ennemis de l'Etat; mais une des raisons qui m'y poussent est, en plus de mieux informer les libertaires, de combattre Marx avec Marx lui-même. Et le fait dominant est que le marxisme ne peut se classer, en synthèse, que dans le socialisme autoritaire, et que le léninisme n'en a été que la continuation. Car en plus des buts et des moyens révolutionnaires dictatoriaux, il y a eu la « praxis », soit en jargon marxiste la pratique marxiste et celle de Marx, dictatorial et infâme, avec les calomnies continues contre Bakounine et ses amis de l'Alliance, et l'expulsion frauduleuse de son grand adversaire, celle de James Guillaume et de la Fédération jurassienne et l'assassinat de la Première Internationale. Les fragments de paragraphes que vous reproduisez ne changent en rien à ces faits, qui font aussi partie du marxisme.

Tout cela dit en toute amitié. Je crois que nous avons mieux à faire qu'à nous accrocher à ce qui a donné d'aussi tristes résultats. Je crois à la nécessité d'une synthèse nouvelle, que je ne vois pas non plus dans l'anarchisme même, mais qui réunirait ce qui reste de valable dans les doctrines socialistes et l'adapterait à l'évolution de l'humanité. Vous voyez que je ne suis donc pas un esprit fermé. Mais je suis certain qu'il ne reste pas grand-chose du marxisme, si ce n'est le mythe.

Bien cordialement à vous.

P.S. Vous aviez affirmé lors des débats auxquels j'ai participé, que Bakounine avait été expulsé à l'unanimité de l'Internationale au congrès de La Haye, ce que j'avais démenti. Voici les chiffres : sur 65 délégués il n'en restait plus que 42, les autres étant déjà partis et l'affaire ayant été traitée par le congrès en dernier lieu. L'expulsion de Bakounine fut acquise par 27 voix contre 7 et 8 abstentions, et après que Marx, en réunion secrète, eût présenté Bakounine comme un escroc pour arracher la voix de certains hésitants. Par la suite, toute les sections nationales de l'Internationale désavouèrent cette expulsion et celle de James Guillaume (voir le T. IV des *Œuvres* de Bakounine, p. 347). Et une partie de la majorité de La Haye était composée de fausses délégations (voir *l'Internationale, documents et souvenirs*, de James Guillaume t. II). Il vous intéressera peut-être de savoir ce qu'écrivait Marx le 4 avril 1874 : « Les quelques Français qui avaient fait cause commune avec nous à La Haye se sont presque tous depuis démasqués comme des canailles ».

Mais d'un autre côté, la section italienne n'avait pas même voulu envoyer de délégués — ce qui fut une erreur car elle était une des mieux organisées, et elle faisait ainsi, involontairement, le jeu de la dictature marxiste.

Dans son livre excellent et toujours recommandable pour l'intelligence, l'esprit, l'objectivité et l'effort de compréhension avec lequel il fut écrit, *l'Anarchisme*, Paul Eltzbacher reproduit le passage suivant du livre de Bakounine, *Dieu et l'Etat*, pour expliquer pourquoi il classe celui-ci parmi les penseurs anarchistes, à côté de Godwin, Proudhon, Tolstoï, Stirner, Tucker et Kropotkine :

« En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité, toute influence privilégiée, patenée, officielle, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes ».

Pendant longtemps, cette citation l'Eltzbacher m'a paru justifier la classification à laquelle il s'est livré, de Bakounine. Et puis, lorsque, plus tard, j'ai pu étudier plus à fond celui que je considère aujourd'hui comme le plus valable des penseurs libertaires, je suis arrivé à la conclusion qu'Eltzbacher s'était trompé, ou du moins avait mal choisi son texte. Car, si on l'analyse bien, on trouvera qu'il exprime uniquement la négation de certains maux qu'il dénonce, mais non l'affirmation d'un idéal social concret, une certaine conception de l'organisation de la société, une vision organique de l'avenir, qui sont toujours présents dans l'esprit, dans la pensée, dans l'effort de Bakounine.

Il y a longtemps que je me suis posé le problème du mot « anarchie » et de l'erreur que signifiait son emploi. Cela remonte à 1936. A cette époque, parce que je vivais depuis longtemps en Espagne et en Amérique du Sud, je ne connaissais de Bakounine que deux petits tomes; l'un reproduisant l'écrit intitulé *Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme*, l'autre précisément *Dieu et l'Etat*, qui n'est qu'un long fragment, choisi par Elisée Reclus et Carlo Caffiero, de *L'Empire knouto-germanique et la Révolution Sociale*.

Une traduction complète avait bien commencé à paraître à Buenos Aires, mais elle était si défectueuse que sa lecture me rebutait. Et ce n'est que rentré en France, mais momentanément réfugié à Bruxelles où je dus partir en 1950 en attendant la prescription de la peine que m'avait infligée le tribunal militaire, que je pus, enfin, profitant de ce repos forcé (quoique mitigé par le manque de travail et bien d'autres amertumes) lire enfin et étudier méthodiquement la pensée bakouninienne.

De toute façon, je savais que Bakounine avait, au sein de l'Internationale, défendu le socialisme; qu'il l'avait défendu dans les brochures éditées et répandues en France (*La politique de l'Internationale, les Endormeurs, l'Instruction intégrale*), qu'il l'avait défendu dans ce que le Mémoire de la Fédération jurassienne, que j'avais lu avant 1914, reproduisait de lui. Je le savais aussi par tant de fragments que l'on peut trouver — et il y en a beaucoup — dans les quatre volumes de James Guillaume, qui constituent une œuvre de base : *L'Internationale, Documents et Souvenirs* ».

Aussi avais-je décidé, dans le travail d'exégèse auquel j'allais me livrer, de prendre note de toutes les fois que Bakounine

employait le mot *anarchie* ou l'un de ses dérivés, et du sens qu'il leur donnait.

Le résultat auquel je suis arrivé est le suivant: dans les six tomes de ses *Œuvres*, publiés en français, et qui contiennent le principal de sa pensée et de ses écrits polémiques, auxquels j'ajoute *Etatisme et Anarchisme*, écrit en russe, mais dont je possédais la traduction espagnole, dans les deux énormes volumes (ou trois, un peu moins gros) polygraphiés intitulés *Life of Bakounin*, écrits et confectionnés par Max Nettlau, ainsi que dans la *Correspondance de Bakounine* publiée par Dragomanof, et dans d'autres écrits comme *Bakounin e l'Internazionale in Italia*, œuvre aussi de Max Nettlau, avec préface de Malatesta, j'ai trouvé exactement le mot anarchie employé *soixante fois*.

32 fois dans le sens de chaos, de désordre, de guerre civile et même de barbarie ;

15 fois dans le sens de destruction anti-gouvernementale, se référant à la période de démolition révolutionnaire par la violence déchaînée des masses — ce qui n'était pas pour lui un idéal, un but comme nous le verrons ;

12 fois dans le sens de l'affirmation de la liberté humaine dans le socialisme ;

enfin, *une fois* comme définition d'un idéal social, au sens où les anarchistes ont employé ce mot par la suite.

Je ne dirai pas que l'on ne puisse discuter sur un, deux ou trois cas dans lesquels la classification pourrait apparaître discutable. Je ne suis pas infaillible. Mais même ainsi cela ne change rien à la question essentielle, ni aux problèmes que nous débattons.

L'INTERPRETATION NEGATIVE

Dans son *Adresse aux ouvriers espagnols*, par le Comité central résidant à Genève, Bakounine écrivait de l'Internationale :

« Le but de cette formidable association, c'est le triomphe de la cause du travail contre le privilège, contre le capital monopolisé et contre la propriété héréditaire, institution inique garantie par l'Etat, institution anarchique s'il en fut, puisqu'elle perpétue et développe l'inégalité des conditions, source du désordre social. »

Et, un peu plus loin, il ajoutait : « Le prolétariat prépare les voies de cette révolution universelle que l'iniquité et l'anarchie de la civilisation bourgeoise rendent indispensable. » On ne peut être plus clair.

Dans son article *Organisation de la grève générale*, paru dans *l'Egalité*, organe de la section internationale de Genève, le 3-4-1869, nous lisons :

« C'est donc bien plutôt des excès mêmes de l'anarchie actuelle que sortira le nouvel ordre social... » Et alors, des économistes à vue étroite viennent accuser cette fédération de travailleurs, représentée par l'Association Internationale, de pousser à la grève et de créer l'anarchie. »

Il est bien évident que dans cette dernière phrase, comme dans celle qui la précède, le sens du mot anarchie est celui de chaos et de désordre. Dans la série d'articles sur *l'Instruction intégrale* nous relevons (toujours *l'Egalité*, 21-8-1869 et T. V, p. 161 des *Œuvres*) :

« Mais s'il en était ainsi, tous les hommes ne procédant que d'eux-mêmes, il y aurait dans le monde la plus grande anarchie ; toute solidarité entre eux deviendrait impossible. »

Dans *Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme*, son premier écrit de base nettement dégagé de réminiscences non libertaires, Bakounine, analysant les possibilités intrinsèques d'ordre qui sont au fond de la nature humaine, posait cette question à ceux qui attribuent tout le mérite du progrès à l'Etat :

« Peut-on admettre qu'après cette acceptation unanime, tous ou seulement la majorité des sauvages composant une société primitive et qui, avant que la nouvelle législation n'eût été proclamée, avaient été plongés dans la plus profonde anarchie, fussent tout d'un coup et à un tel point transformés par le seul fait de cette proclamation et de cette libre acceptation ?... »

Même interprétation négative, de liberté irresponsable, dans *Dieu et l'Etat* : Bakounine y analyse certaines caractéristiques de la bourgeoisie, et il écrit :

« Cette classe si nombreuse et si respectable ne demanderait pas mieux que de s'accorder à elle-même le droit, ou plutôt le privilège de la plus complète anarchie ; toute son économie sociale, la base réelle de son existence politique n'a d'autre loi, on le sait, que cette anarchie exprimée par le célèbre « laissez-faire, laissez-passer ». Mais elle n'aime cette anarchie que pour elle, et à condition que les masses « trop ignorantes pour en jouir sans en abuser » restent soumises à la plus sévère discipline d'Etat. » (pp. 264-265, t. I des *Œuvres*).

La guerre franco-allemande éclate en 1870. Bakounine prend nettement position pour la France (ce qui ne signifie pas pour le gouvernement français), car il estime que le triomphe des armées prussiennes représenterait un terrible recul de la liberté en Europe. Il écrit alors « *Lettres à un Français sur la crise actuelle* », où les sujets les plus divers sont traités au gré de l'inspiration du moment, dans un désordre regrettable, mais dont il ne faut pas oublier qu'il fut aussi une conséquence de la vie agitée et tourmentée, tant du point de vue subjectif qu'objectif, que menait alors Bakounine. Aussi ne soyons pas surpris de lire :

« Qui dans la société actuelle n'est point cupide, dans ce sens qu'il tient avec fureur au bien qu'il a pu amasser, et qui lui garantit, dans l'anarchie économique actuelle et dans cette société qui est sans pitié pour ceux qui meurent de faim, son existence et l'existence des siens ? »

Quand, un peu plus tard, après la tentative d'insurrection de Lyon, Bakounine analyse les responsabilités de la défaite des armées françaises, et les conséquences qu'il en déduit pour la liberté de l'Europe, il écrit dans son *Manuscrit de 114 pages*, rédigé à Marseille, à propos de l'incapacité des gouvernants bourgeois dans la direction de la lutte engagée :

« Ils ont livré le pays aux ambitions vaniteuses et cupides et à la direction inepte des bourgeois, et créé par là-même partout l'anarchie, l'impuissance et la défaillance. »

« Quand les maîtres s'entredéchirent, lions-nous peu avant la citation faite par Eltzbacher (*L'Empire knouto-germanique*, p. 424, T. II) le pauvre peuple, délivré au moins en partie de la monotonie de l'ordre public, ou plutôt de l'anarchie et de l'iniquité pétrifiée qui lui sont imposées, sous ce nom d'ordre public... »

Dans sa *Réponse d'un International à Mazzini*, Bakounine résume ainsi la pensée de son adversaire :

« S'il n'y avait point de Dieu créateur, le monde, avec ses lois admirables, n'aurait pu exister, ou bien ne présenterait rien qu'un horrible chaos où toutes choses seraient réglées, non par une pensée providentielle et divine, mais par l'affreux hasard et la concurrence anarchique des forces aveugles. » ... « Comme tous les Etats politiques dominés de haut en bas par des législateurs arbitraires, le monde présenterait alors le spectacle de la plus affreuse anarchie. »

L'ANARCHIE INSURRECTIONNELLE

Bakounine fut un révolutionnaire, qui, comme l'écrivait Herzen, ne trouva pas, sur la scène de l'histoire, de possibilités d'action correspondant à son envergure. Aussi fut-il, plus qu'on ne le suppose, et avant tout, un penseur. Toutefois, devant les événements politiques qui seconèrent tant de fois l'Europe, et en accord avec ses rêves d'une société égalitaire et fraternelle, il imagina, écrivit, projeta, incita les peuples à la lutte. Cette lutte avait pour but l'implantation d'une société parfaitement articulée sur des principes nouveaux, essentiellement égalitaires et fédéralistes. Bakounine a écrit là dessus de très nombreux programmes, statuts et projets de statuts de sociétés diverses, publiques et secrètes. Il rédigea aussi, aux heures de l'action, ou quand il croyait nécessaire d'engager le combat, des appels éloquentes, souvent passionnés, parfois incendiaires, que les commentateurs de mauvaise foi montent en épingle comme s'il s'agissait de sa pensée sociale. En réalité, cette pensée avait avant tout des buts constructifs ; mais elle constituait un tout, envisageant la période destructive des institutions existantes d'abord, la période constructive ensuite. La période destructive était *l'anarchie révolutionnaire*. La période constructive était la création du *socialisme*. Cette distinction est fondamentale. Elle apparaît nettement dans la lettre à Albert Richard, datée de mars 1870, dans laquelle Bakounine s'efforçait de justifier la nécessité de l'Alliance, organisation secrète dont il était le fondateur :

« Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'Etat et de la société bourgeoise, l'anarchie, c'est-à-dire la vraie, la franche révolution populaire, l'anarchie juridique et politique et la nouvelle organisation économique de bas en haut et de la circonférence au centre.

« Et pour sauver la révolution, pour la conduire à bonne fin au milieu même de cette anarchie, l'action d'une dictature collective de tous les révolutionnaires, non revêtue d'un pouvoir officiel quelconque, et d'autant plus efficace, l'action naturelle, libre, de tous les socialistes énergiques et sincères disséminés sur la surface du pays, de tous les pays, mais unis fortement par une pensée commune. »

Si nous éliminons le mot malencontreux de « dictature », qui surprend chez Bakounine, et qui signifie simplement « influence déterminante » (car les conditions mêmes dans lesquelles Bakounine prévoit son exercice supposent qu'elle n'existe pas en tant que telle), nous voyons nettement que, comme nous l'affirmons plus haut, le but de la révolution n'est pas l'anarchie, et que l'anarchie n'est pas « la haute expression de l'ordre » : bien au contraire. Prévoyant qu'il faut « sauver la révolution » — de l'anarchie —, Bakounine recommande aux révolutionnaires conscients de se préparer pour entrer dans l'action, le moment venu.

Cela est-il chez lui une attitude accidentelle ? Nullement. Max Nettlau reproduit dans *Life of Bakounin* (P. 198, T. 1) les lignes suivantes qui se réfèrent à la préparation révolutionnaire :

« Qu'on ne pense pas que je veuille plaider la cause de l'absolue anarchie dans les mouvements populaires. Une telle anarchie ne serait autre chose qu'une absence complète de pensée, de but et de conduite commune, et elle devrait nécessairement aboutir à une commune impuissance. Tout ce qui est et tout ce qui est viable se produit dans un certain ordre qui lui est inhérent et qui manifeste ce qui est en lui. Chaque révolution populaire qui ne sera pas née morte se conformera donc d'elle-même à un ordre qui lui sera particulier, et qui, toujours désiré par l'instinct populaire, sera déterminé par la combinaison naturelle de toutes les circonstances locales avec le but commun qui passionne les masses. Pour que cet ordre puisse se faire jour et qu'il s'établisse de lui-même au milieu de l'anarchie apparente d'un soulèvement populaire, il faut qu'une seule et grande passion embrase les peuples, et que son objet soit clairement déterminé. »

Certes, l'anarchie, entendue par Bakounine comme le désordre et le chaos, même volontaires, peut lui paraître un remède désespéré dans une situation donnée. Nous le voyons pendant la campagne militaire des armées allemandes, où Bakounine adopte la même attitude qu'adopta Kropotkine pendant la guerre de 1914-18 (3). Pour lui, et exagérément à notre avis, l'influence politique, morale, humaniste et libérale de la France — qu'il ne confond pas, il faut y insister, avec les gouvernants et l'Etat — est nécessaire à la respiration civique et libérale des autres nations européennes. Il se trouve devant une situation déjà créée, alors il admet, il préconise les grands remèdes héroïques :

« Les ouvriers de France désespèrent, ne comprennent pas, eux hommes du peuple, la puissance et la vie qu'il y a dans ce que la gent officielle de toutes les couleurs, depuis la fleur de lis jusqu'au rouge foncé, appelle *l'anarchie*, ils se croisent les bras et se disent : « Nous sommes perdus, la France est perdue. »

« Eh non !, mes chers amis, elle n'est point perdue si vous ne voulez pas vous perdre vous-mêmes ; si vous êtes des hommes, si vous avez du tempérament, de la vraie passion dans vos cœurs — si vous voulez la sauver. Vous ne pouvez plus la sauver par l'ordre public, par la puissance de l'Etat. Tout cela, grâce aux Prussiens, je vous le dis en bon socialiste, n'est que ruine à présent. Vous ne pouvez pas même la sauver par l'exagération révolutionnaire du pouvoir public, comme l'ont fait les Jacobins en 1793. Eh bien, sauvez-la par *l'anarchie*. Déchaînez cette anarchie populaire dans les campagnes aussi bien que dans les villes, grossissez-la au point qu'elle roule comme une avalanche furieuse, dévorant tout, détruisant tout : ennemis et Prussiens. C'est un moyen héroïque et barbare, je le sais. Mais c'est le dernier et désormais le seul possible. Toutes ses forces régulières étant dissoutes, il ne lui reste que l'énergie désespérée et sauvage de ses enfants qui doivent choisir entre l'esclavage par la civilisation bourgeoise, ou la liberté par la barbarie du prolétariat. »

On comprendra que cette « barbarie du prolétariat », qui est l'anarchie selon la conception exprimée ici par Bakounine, n'est pas la liberté, mais le moyen d'y parvenir.

CRITIQUE ÉCONOMIQUE

(P.-J. Proudhon).

Cette phase, ce chaos préludent à l'établissement de la société socialiste. Bakounine le répète inlassablement, quand il envisage le processus possible de l'insurrection chez les paysans français eux-mêmes :

« La guerre civile ouvrira largement les campagnes à votre propagande socialiste et révolutionnaire. Vous aurez, je vous le répète encore, vous aurez ce que vous n'avez pas encore dans les campagnes, un parti, et vous pourrez y organiser librement le vrai socialisme, la collectivité inspirée, animée par la plus complète liberté, vous l'organiserez de bas en haut par l'action spontanée, (mais en même temps nécessitée par la force des choses) des paysans eux-mêmes. Vous ferez alors du vrai socialisme révolutionnaire. Ne craignez pas que la guerre civile, l'anarchie, aboutisse à la destruction des campagnes ».

L'anarchie est donc toujours cette période de lutte destructive, le chaos nécessaire, la phase de guerre civile. Être anarchiste c'est donc être partisan de la destruction des pouvoirs établis par la force armée du peuple, par le déchaînement de la colère des masses, c'est abolir tout ce qui est institution d'autorité et d'État.

ANARCHIE, SOCIALISME ET COLLECTIVISME

Aussi lorsque dans la *Circulaire à mes amis d'Italie*, écrite en octobre 1871, Bakounine, en plein combat contre le grand révolutionnaire patriote, apôtre étatiste et croyant italien qu'était Mazzini, préconise l'anarchie, c'est avant tout dans ce qu'il entend par ce vocable, au sens négatif qu'est contenue sa pensée. Il écrit à propos de la jeunesse révolutionnaire bourgeoise qu'il arrache à Mazzini :

« Elle doit avoir sa politique à elle !

« Quelle peut être cette politique ? En dehors du système mazzinien, qui est celui de la République-État, il n'y en a qu'une seule, celle de la République-Commune, de la République-Fédération, de la République socialiste et franchement populaire, celle de l'ANARCHIE. C'est la politique de la révolution sociale qui veut l'abolition de l'ÉTAT, et l'organisation économique du peuple, organisation de bas en haut par la voie de la fédération ».

La fédération, le socialisme, la République-fédération... voilà toujours le but. Bakounine y revient défendant le programme « socialiste et fédéraliste » de la Commune, que Mazzini avait attaqué, répétant ce qu'il a toujours préconisé, avec des paroles différentes, similaires ou identiques dans tous ses écrits où il s'est efforcé de donner un contenu constructif à la lutte sociale et aux possibilités qu'elle ouvrait. Et il répète dans la même circulaire :

« Organisation de la société par la libre fédération, de bas en haut, des associations ouvrières, tant industrielles qu'agricoles, tant scientifiques qu'artistiques et littéraires dans la commune d'abord ; fédération des communes dans les régions, des régions dans les nations, et des nations dans l'internationalité fraternelle. »

Dans la meilleure des hypothèses, et compte tenu des nuances d'expression de la pensée sur lesquelles jouent les circonstances — ce dont ne tiennent pas compte tant de commentateurs inéptes —, l'anarchie est pour lui, comme elle l'a été pour Proudhon, le principe politique directeur du socialisme, comme dans la définition de commu-

niste libertaire, ou anarchiste, les mots « libertaire » ou « anarchiste » ont représenté le même principe politique, qui impliquait l'absence de gouvernement, d'État, de structure politique autoritaire institutionnalisée et dominant la société en même temps que donnant sa forme au socialisme, ou au communisme. Mais en aucune façon l'anarchie n'est, n'élimine ni ne remplace le socialisme.

Tout simplement parce que, pour Bakounine, et les faits l'ont abondamment prouvé, le socialisme est irréalisable dans le cadre de l'État.

Aussi trouve-t-on dans les *Statuts de la Fraternité Internationale*, les *Statuts de la Famille Internationale*, le *Catéchisme Révolutionnaire*, le *Programme des Légionnaires de la Révolution*, et maints et maints écrits dont nous avons parfois reproduit des fragments dans cette revue, des vues constructives incessamment répétées qui toutes concernent le socialisme et l'organisation sociale, et socialiste de la société nouvelle. Mais on ne trouve pas des dissertations, des exposés, de longues définitions concernant l'anarchie. Celle-ci disparaît avec le triomphe de la révolution (acception la plus fréquente chez Bakounine), ou si elle demeure, ne se compose pas d'institutions collectives d'associations, de fédérations nationales et internationales qui pourront, à la rigueur, s'organiser selon le principe négatif de l'autorité, donc selon une certaine conception de l'anarchie, mais qui seront le socialisme, et le socialisme collectiviste, comme Bakounine l'a défini. Car dans ces perspectives de l'avenir qu'il s'efforçait d'entrevoir, la définition et la pratique du collectivisme étaient la raison essentielle du combat et le but dominant.

Nous le répétons pour finir : même si l'on peut discuter sur la signification du mot anarchie chez Bakounine, dans tel ou tel cas — et nous nous sommes efforcé d'être toujours aussi objectif que possible — la lecture de ses écrits prouve, au moins, que ce mot se prête, même chez nos plus grands penseurs, à des interprétations contradictoires, et qu'il n'est nullement surprenant que le sens négatif soit, pour la majorité des gens, prédominant. Aussi n'avons-nous pas à nous indigner quand ces gens lui donnent, selon la tradition de la langue française, le sens péjoratif qui leur plaît. Ils peuvent s'en référer à Bakounine, comme à Proudhon.

Nous continuerons cette analyse dans notre prochain numéro.

(1) Voir le numéro précédent. Nous invitons à la discussion franche et directe dans nos colonnes mêmes les tenants de la thèse que nous combattons. Nous attendons leur réponse et leurs objections.

(2) Ce titre est là, vraiment, de Bakounine, pour un autre écrit.

(3) Avec tout de même cette différence que Bakounine voulait agir par la révolution populaire, mais pas Kropotkine.



**Nous répétons que nos colonnes sont
ouvertes à qui voudra discuter et réfuter.**

**Répondre ailleurs sans que la confrontation
directe soit possible, c'est esquiver
le débat.**

N.D.L.R. — *Cet extrait de Qu'est-ce que la Propriété, le célèbre livre de Proudhon, publié en 1840, montre que le socialisme n'a pas attendu le Capital, de Marx, dont le premier tome parut en 1867, pour dénoncer l'exploitation de l'homme par l'homme et en expliquer le mécanisme. Soulignons particulièrement l'insistance de Proudhon sur l'appropriation par le capitaliste des bénéfices produits par le travail collectif, que l'on nous présente comme une des principales découvertes de Marx. Proudhon est du reste revenu à différentes reprises sur cette question.*

Quel est le fonds d'exploitation de celui qui loue ses services ? Le besoin présumé que le propriétaire a de lui, et la volonté qu'il lui suppose gratuitement de l'occuper. Comme autrefois le roturier tenait sa terre de la munificence et du bon plaisir du seigneur, de même aujourd'hui l'ouvrier tient son travail du bon plaisir et des besoins du maître et du propriétaire : c'est ce qu'on nomme posséder à titre précaire (1). Mais cette condition précaire est une injustice, car elle implique inégalité dans le marché. Le salaire du travailleur ne dépasse guère sa consommation courante et ne lui assure pas le salaire du lendemain, tandis que le capitaliste trouve dans l'instrument produit par le travailleur un gage d'indépendance et de sécurité pour l'avenir.

Or, ce ferment reproducteur, ce germe éternel de vie, cette préparation d'un fonds et d'instruments de production, est ce que le capitaliste doit au producteur, et qu'il ne lui rend jamais : et c'est cette dénégaration frauduleuse qui fait l'indigence du travailleur, le luxe de l'oisif et l'inégalité des conditions. C'est en cela surtout que consiste ce que l'on a si bien nommé exploitation de l'homme par l'homme.

De trois choses l'une : ou le travailleur aura part à la chose qu'il produit avec un chef, déduction faite de tous les salaires, ou le chef rendra au travailleur un équivalent de services productifs, ou bien il s'obligera à le faire travailler toujours. Partage du produit, réciprocité de services, ou garantie d'un travail perpétuel, le capitaliste ne saurait échapper à cette alternative. Mais il est évident qu'il ne peut satisfaire à la seconde et à la troisième de ces conditions : il ne peut ni se mettre au service de ces milliers d'ouvriers qui, directement ou indirectement, lui ont procuré son établissement ; ni les occuper tous et toujours. Reste donc le partage de la propriété. Mais si la propriété est partagée, toutes les conditions seront égales ; il n'y aura plus ni grands capitalistes ni grands propriétaires.

Lors donc que M. Ch. Comte, poursuivant son hypothèse, nous montre son capitaliste acquérant successivement la propriété de toutes les choses qu'il paye, il s'enfoncé de plus en plus dans son déplorable paralogisme ; et comme son argu-

mentation ne change pas, notre réponse revient toujours.

« D'autres ouvriers sont employés à construire des bâtiments ; les uns tirent la pierre de la carrière, les autres la transportent, d'autres la taillent, d'autres la mettent en place. Chacun d'eux ajoute à la matière qui lui passe entre les mains une certaine valeur, et cette valeur, produit de son travail, est sa propriété. Il la vend, à mesure qu'il la forme, au propriétaire du fonds, qui lui en paye le prix en aliments et en salaires. »

Divide et impera : divise, et tu règneras ; divise, et tu deviendras riche ; divise, et tu tromperas les hommes, et tu éblouiras leur raison, et tu te moqueras de la justice. Séparez les travailleurs l'un de l'autre, il se peut que la journée payée à chacun surpasse la valeur de chaque produit individuel : mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Une force de mille hommes agissant pendant vingt jours a été payée comme la force d'un seul le serait pendant cinquante-cinq années ; mais cette force de mille a fait en vingt jours ce que la force d'un seul, répétant son effort pendant un million de siècles, n'accomplirait pas : le marché est-il équitable ? Encore une fois, non : lorsque vous avez payé toutes les forces individuelles, vous n'avez pas payé la force collective ; par conséquent, il reste toujours un droit de propriété collective que vous n'avez point acquis, et dont vous jouissez injustement.

(1) Précaire, de *precor*, je prie, parce que l'acte de concession marquait expressément que le seigneur avait concédé aux prières de ses hommes ou serfs la permission de travailler.

SALARIÉS ?

Une note relevée dans « les Echos » du 6-4-66 nous donne un aperçu de quelques salaires sur lesquels on est d'habitude assez discret. Il s'agit des rémunérations des anciens élèves de l'Ecole des hautes études commerciales.

A la sortie de l'Ecole ils débutent avec 1 500 à 2 000 F par mois. Leur salaire moyen mensuel évolue assez vite :

A 30 ans il est d'environ 3 450 F, à 40 ans de 5 320 F, à 50 ans de 6 640 F et à 60 ans il parvient à 7 290 F en moyenne.

86 % des anciens élèves sont dans le privé, 10 % travaillent à l'étranger avec une rémunération supérieure de 25 % aux rémunérations françaises, 60 % sont installés dans la région parisienne. Si certains sont les patrons de leur entreprise, bon nombre d'entre eux font partie du personnel salarié.

Quels points communs ont-ils avec le manoeuvre rétribué au S.M.I.G. ?

Notre camarade Jean Meysonnier, ayant été malade, n'a pu nous envoyer la suite de son étude l'Enseignement et ses problèmes. Nos amis voudront bien nous en excuser.

ORIGINES GUERRIÈRES DE L'ÉTAT FRANÇAIS

La pensée marxiste, sur l'origine de l'Etat, est que celui-ci provient de l'apparition des classes sociales antagoniques et de la nécessité de maintenir l'ordre au sein de la société (Engels, *Origines de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat*). Ou bien qu'il est le fruit d'une déviation de fonctions administratives déléguées et nécessaires, dans les sociétés humaines sortant du stade primitif. Les individus chargés de ces fonctions auraient constitué une caste et des serviteurs de la société se seraient transformés en exploitateurs et dominateurs de la même société.

Il y a une bonne partie de vérité dans cette dernière thèse, qui se trouve dans les écrits de Proudhon et Bakounine, mais aussi dans des études réalisées par Spencer et autres ethnologues-sociologues pendant la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Et cette thèse concorde avec l'explication libertaire à laquelle, sur le tard de sa vie, Engels arrivait malgré lui, non sans de brusques retours à la doctrine officielle dont il était le co-auteur et dont il ne pouvait ou ne savait se séparer.

Mais il est un autre aspect des choses que ni Engels ni Marx n'ont accepté, car il aurait contredit la méthode dialectique à laquelle ils se sont efforcés de toujours rester fidèles. C'est la fondation de l'Etat comme un fait autoritaire et de volonté de domination en soi ; comme action d'origine guerrière et militaire le plus souvent. C'est pour nous l'explication la plus valable, bien qu'elle n'ait pas été retenue dans la mesure où elle le mérite.

Prenons aujourd'hui le témoignage de l'historien Imbart de la Tour, en ce qui concerne la fondation de l'Etat franc par Clovis (« handit sans foi ni loi », écrivait l'historien Funck Brentano) et ses guerriers francs. Car ce sont eux qui furent, en France les fondateurs de la nation politiquement unifiée sous la férule de l'Etat. On verra qu'il ne s'agit nullement des conséquences des rapports de classes économiques, et qu'au contraire, dans ce cas comme dans tant d'autres, c'est le fait politique qui a influencé, d'une façon décisive, sur les faits, sur les structures économiques :

« Les royautés germaniques étaient faibles, entravées partout par l'influence des chefs ou l'assemblée des libres. La royauté franque est au contraire très forte. Elle est un gouvernement absolu.

» Par là, elle contient l'Empire. En se faisant « déléguer » l'autorité par les Empereurs, les anciens chefs de guerre ont prétendu l'exercer comme eux. Ils s'en attribuent les insignes et les chiffres. Voyez-les avec la clamyle, la pourpre, la couronne d'or et le sceptre ! Ne serait-ce leur longue chevelure, leur jargon barbare, leurs moeurs grossières, on les prendrait pour César ou Auguste. Leur demeure est le « Palais sacré ». On ne les aborde ou on ne leur écrit qu'avec les formules usitées jadis à Rome ou à Ravenne. « Votre Gloire, Votre Magnificence, Votre Sérénité... » Leurs lettres sont des « oracles ». Eux aussi sont princes. Ce ne sont pas là seulement apparences sonores dont aime à se parer une vanité de parvenus. Insigne et titres représentent quelque chose de réel, de très grand, cet *impérium* qu'ils ont reçu de Rome et qui consacre ce gouvernement de fait que la conquête a mis entre leurs mains.

» Contre le « droit royal » existe-t-il un « droit populaire » ? Nulle part n'apparaît cette idée que la nation peut disposer d'elle-même. Nulle part ne s'entrevoit un corps politique qui représente ou affirme sa volonté. On a cru, il est vrai, qu'elle était appelée à choisir son maître, que l'élevation, sur le pavois, était une élection. Mais cette cérémonie, faite seulement en présence d'un petit nombre, n'a plus qu'une valeur de symbole. Elle n'est point la création du roi par le peuple, mais la prise de possession de la royauté par le roi. On a voulu voir dans les assemblées dont parlent les historiens l'intervention des hommes libres au gouvernement. Que sont-elles en réalité ? Au début du sixième siècle, des réunions militaires. Clovis appelle ses soldats, les harangue, les entraîne par la promesse de la victoire ou du butin. Rien de régulier dans ces colloques, et, à mesure que s'affermirait la royauté, disparaît l'usage de les tenir ».

(L'auteur explique que corps industriels, travail libre, municipalités, aristocratie même, tout a été détruit par la conquête des Francs. L'Eglise même est asservie, puis :)

« En fait, le pouvoir de ces rois est plus despotique que celui des empereurs. La royauté est maîtresse de l'impôt. Elle en fixe le chiffre, le fait répartir, lever par ses agents. Vers 565, nous voyons les fils de Clovis 1^{er} établir un *ROLE DES GENS PUBLICS*, en 580 Chilpéric crée une nouvelle taxe. Les sujets ne sont pas consultés. Le monarque confère les fonctions. Ducs et comtes sont nommés par un diplôme royal, et bientôt le roi s'arrogera de choisir les chefs religieux, abbés et évêques.

» ... L'Etat franc n'est plus qu'un assemblage d'hommes vivant sous la domination d'un homme. Le roi est le « maître » de son royaume. Sa souveraineté prend tous les caractères d'une « propriété » ».

(Histoire politique de la nation française)

ADMINISTRATION

Nous nous excusons de ne pas avoir publié, comme nous avions pensé le faire, la liste de souscription qui devrait déjà être parue. L'éternel manque de temps, qui nous obsède toujours, en est la cause. Du reste, cette liste, bien que s'étendant sur plusieurs mois, n'est pas bien longue, et ce qui nous préoccupe surtout c'est de rendre compte de l'argent que nous recevons à ceux qui nous l'envoient.

Nos projets éditoriaux, par exemple la réédition du Manifeste Socialiste — ou plutôt Humanisme libertaire — sont, pour cette raison, paralysés maintenant. Mais nous n'y renonçons pas. D'autre part, nous croyons utile d'informer nos amis que, d'accord avec la Coopérative d'éditions patronnée par La Révolution Prolétarienne, nous projetons l'édition d'un livre de Gaston Leval sur la Révolution espagnole.

Nous reviendrons sur cette question.

ANECDOTE ESPAGNOLE

Torre del Conde (la Tour du Comte) est un petit village de la province de Saragosse, et qui comptait, sous la deuxième République espagnole, quelques centaines d'habitants. La misère y était grande, d'abord pour le faible rendement du sol ; ensuite parce que 80 % environ des terres cultivées étaient aux mains de trois grands propriétaires dont l'un d'eux, nommé Gonzalo, âgé de 55 ans au moment où se produisirent les événements que je vais décrire, possédait les huit dixièmes du village. Il s'y trouvait aussi un médecin archi réactionnaire et qui n'éprouvait pas, pour les pauvres, la moindre sympathie. Et les pauvres étaient nombreux. Ils travaillaient comme salariés pour les trois accapareurs de terre, sans même songer à combattre pour améliorer leur sort, tant ils étaient écrasés par la misère. Cela du reste n'était pas facile, car ils auraient été privés du peu de pain qu'ils gagnaient.

Mais il existait une troisième catégorie d'habitants. C'étaient des petits propriétaires, qui faisaient aussi des journées de travail pour les riches, mais qui, étant donné leurs ressources indépendantes, quoique pas très abondantes, jouissaient de plus de liberté personnelle. Ces petits propriétaires, une trentaine peut-être, étaient des libéraux, des anarchistes au sens noble du mot. Dès que la République de 1931 fut proclamée, ils commencèrent à inciter les salariés à se syndiquer dans le Syndicat local, unique adhérent à la C.N.T., et dont ils prirent la tête. Ils les poussèrent à la lutte pour améliorer leurs conditions de travail et leurs moyens d'existence. Des réclamations, des grèves, une agitation se produisirent. C'était nouveau. Les trois propriétaires, surtout Gonzalo, demandèrent au maire (à l'alcalde) de mettre fin à ces activités qu'ils jugeaient subversives, mais l'organisation d'un Syndicat et le droit de grève étant devenus légaux, l'alcalde, un homme honnête, s'y refusa.

Le plus enragé était le médecin. Il ne pouvait admettre ce réveil et ce mécontentement. Or il avait, à Saragosse, chef-lieu de la province, un cousin officier dans l'armée. Et il accablait ce cousin de lettres inquiétantes, d'appels pressants, de demandes de secours et d'intervention contre les « anarchistes » qui perturbaient continuellement la vie du village en commettant disait-il des exactions sans nom, et des actes de sauvagerie qui rendaient l'existence locale absolument impossible.

Il insista tant que son cousin parla de l'affaire au gouverneur qui décida d'envoyer une force armée pour rétablir l'ordre à Torre del Conde. Un officier de l'armée en fut chargé avec cinq gardes civils et une trentaine de soldats, armés de fusils et de mitrailleuses.

Ils partirent à l'aube. L'officier et les gardes civils voyageaient dans une automobile qui précédait un camion dans lequel se trouvaient les soldats. Or, il y avait, ce matin-là, un brouillard assez épais, et avant d'arriver au village il fallait traverser, sur la route y menant, un petit pont qui enjambait le lit d'une rivière où ne coulait qu'un filet d'eau. L'automobile passa, mais en arrivant au bas de la côte, le camion dérapa, fit une embardée, passa par-dessus

le parapet du pont et tomba sur le sable du lit de la rivière où il se retourna sur une partie des hommes qui demeurèrent prisonniers, blessés ou à demi écrasés.

Ceux qui, dans l'automobile, précédaient de peu les soldats, revinrent et joignirent leurs efforts aux hommes que la chute avait éjectés, pour libérer les prisonniers du lourd véhicule. Ils ne purent y parvenir, ce que voyant, l'officier partit avec sa voiture et deux gardes-civiles demander du secours au village.

Dès qu'il y parvint, il chercha le maire et le conjura de réunir des habitants pour aller secourir ses hommes. Mais il ne se trouvait sur place que les petits propriétaires qui justement, libres d'agir à leur guise, n'étaient pas allés travailler à cause du brouillard.

Le maire les appela, leur raconta, ainsi que l'officier, l'accident qui s'était produit. Aussitôt, tous s'en furent chercher qui sa mule, qui son âne, qui des cordes, qui des pelles, et ils partirent en courant au secours des victimes. Tirant sur les bêtes qui tiraient sur les cordes, et tous unissant leurs efforts, ils parvinrent à déplacer le camion et à libérer les blessés qui furent remontés les uns sur les bêtes mêmes, les autres portés ou soutenus par les hommes du village.

Tous furent installés dans la seule auberge de l'endroit et le médecin commença de les soigner. Comme on s'en doute, cela demanda plusieurs heures. Puis il fallut aller retourner le camion, ce à quoi se prêtèrent les mêmes paysans anarchistes.

Le plus urgent étant fait, l'officier pensa que le moment était venu de s'occuper de la tâche dont il avait été chargé : mettre à la raison les fauteurs de troubles. En bon tacticien et prévoyant un combat, il ordonna d'abord aux hommes valides qui lui restaient de mettre, sur la place, les mitrailleuses en batterie. Mais il ne savait pas où se cachait l'ennemi. Aussi s'adressa-t-il à l'alcalde :

— Maintenant nous allons nous occuper des fauteurs de troubles, où sont-ils ?

— Les fauteurs de troubles ? répliqua le maire.

— Oui, ces membres de la F.A.I., de la C.N.T., qui mettent la pagaille ici ?

— D'abord ils ne mettent pas la pagaille au point de rendre nécessaire l'intervention de l'armée. Ils sont un mouvement social, mais je n'ai nullement besoin qu'on vienne ici rétablir l'ordre et ne l'ai pas demandé. Et ensuite, ceux que vous cherchez, vous les connaissez.

— Comment, nous les connaissons ?

— Mais oui, ce sont ceux qui sont allés porter secours à vos soldats, qui vous ont aidés à les libérer, qui ont remonté les blessés...

— Comment ? dit l'officier. On m'a envoyé pour les ramener à la raison, d'après les informations qu'a reçues le gouverneur, ils ne laissent personne vivre ici.

— On vous a menti, répondit l'alcalde. Certes ils ont fait de l'agitation, mais comme il y en a partout où les ouvriers demandent une vie meilleure, et pas plus. Je m'oppose absolument à ce que l'on fasse quoi que ce soit contre eux.

L'officier était un républicain qui n'avait pas eu le temps de changer d'idéal. Il fut stupéfait de ce qu'il apprenait, et compre-

nant que les choses étaient assez différentes de ce qu'on lui avait dit, déclara au maire qu'il voulait avoir une entrevue avec tous les travailleurs et avec les grands propriétaires.

Les uns et les autres furent prévenus. L'après-midi, dans la salle communale, ils se trouvèrent face à face. Les journalistes les plus pauvres étaient venus, chaussés d'espadrilles ou pieds nus, vêtus de vieux pantalons de velours grossier et rapiécés, et d'un tricot de corps, mal rasés, les yeux brillants, sentant la sueur. Les trois richards étaient habillés d'une façon cossue. Gonzalo, le plus riche, fut leur porte-parole. Agitant les mains ornées de grosses bagues en or, il déclara que les salariés demandaient des augmentations de salaires inacceptables et que, de plus, il ne voulait plus employer de gens appartenant à « ce parti ».

Celui qui lui répondit était un jeune militant, le principal animateur du mouvement ouvrier local. Il énuméra les salaires, le coût du kilo de viande, de pois chiches, de morue, du litre d'huile, etc., compara ce qu'on pouvait acheter avec une journée de travail. Il dit son fait aux maîtres dont l'un avait ruiné sa famille en faisant la noce à Saragosse. Son argumentation fut si solide que Gonzalo se tut, baissa la tête et se retira, suivi de ses deux compères.

Comme il était un honnête homme, l'officier s'excusa auprès de nos camarades, déclara qu'il n'avait plus rien à faire à Torre del Conde, mais que, dorénavant, tous les ans, le jour de la fête du village, la musique de son régiment viendrait jouer pour les festivités publiques en honneur des travailleurs. Et il serra la main du militant dont les parents, réfugiés en France, m'ont raconté ces faits.

J'oubliais : pendant plusieurs années, jusqu'à l'attaque de Franco, la musique alla faire danser les habitants du village, comme la promesse en avait été faite.

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, 7 F)

Éléments d'éthique moderne, par Gaston Leval (105 pages, 2,50 F)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, 2 F)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, 3 F)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (5,50 F)

Le Chemin du socialisme 0,60 F franco)

Cellule 8 - 14° rayon, par Maurice Lime, 5,50 F franco.

Le caïd du bord, par Maurice Lime, 5,50 F franco.

Les belles journées, par Maurice Lime, 5,50 F franco.

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : 8 F. - Etranger : 10 F. - L'exemplaire : 0,70 F.

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14^e)